

HCERES

Haut conseil de l'évaluation de la recherche
et de l'enseignement supérieur

Formations

Rapport d'évaluation

Licence professionnelle Chargé de mission maintenance et gestion du risque industriel

- Université de Rennes 1

Campagne d'évaluation 2015-2016 (Vague B)

HCERES

Haut conseil de l'évaluation de la recherche
et de l'enseignement supérieur

Formations

Pour le HCERES,¹

Michel Cosnard, président

En vertu du décret n°2014-1365 du 14 novembre 2014,

¹ Le président du HCERES "contresigne les rapports d'évaluation établis par les comités d'experts et signés par leur président." (Article 8, alinéa 5)

Évaluation réalisée en 2015-2016

Présentation de la formation

Champ(s) de formation : Sciences de la matière, ingénierie et technologie (SDLM-IT)

Établissement déposant : Université de Rennes 1

Établissement(s) cohabilité(s) : /

La licence professionnelle (LP) *Gestion de la production industrielle, spécialité Chargé de mission maintenance et gestion du risque industriel (MGRI)* de l'Université de Rennes 1 a pour objectif de former des assistants-ingénieurs disposant d'une double compétence en maintenance d'installations industrielles d'une part et gestion, prévention de risques industriels et professionnels d'autre part. Les installations dans le domaine de l'énergie et de l'environnement sont plus particulièrement ciblées. La LP MGRI a été mise en place à la demande du milieu industriel et plus spécifiquement de PME et PMI il y a 10 ans, suite à des évolutions réglementaires qui ont conduit les entreprises à mettre en œuvre une politique de prévention des risques et de gestion de l'énergie. La LP est portée par l'IUT de Saint-Malo et plus particulièrement son département de Génie Industriel et Maintenance. Elle s'appuie sur un partenariat avec trois établissements de formations (lycée Guéhenno de Fougères, lycée Maupertuis et l'Ecole Nationale Supérieure Maritime situés à Saint-Malo) qui participent aux enseignements et mettent à disposition des locaux et des équipements. La LP est proposée en formation initiale et contrat de professionnalisation.

Synthèse de l'évaluation

Cette LP est maintenant bien ancrée dans son territoire du fait de son adaptation au contexte local et de ses collaborations avec de nombreuses entreprises. De plus, la question de la sécurité est de plus en plus prégnante en entreprise liée aux évolutions réglementaires, ce qui est de nature à renforcer l'ancrage de cette formation.

La professionnalisation est de qualité. Elle s'appuie sur un réseau d'entreprises de taille diversifiée et bénéficie du soutien d'associations professionnelles du secteur de la maintenance, renforcée par l'ouverture de la formation en contrat de professionnalisation. En résulte, outre la délivrance de certifications complémentaires, une forte présence des professionnels dans les enseignements et une insertion professionnelle des diplômés rapide. Cependant, les postes occupés ne visent pas spécifiquement des fonctions de gestion de risque industriel, mais essentiellement des fonctions de maintenance. Cela est à mettre en regard d'un contenu parfois peu approfondi ou mal adapté qu'il faudrait retravailler, en tenant compte de l'évolution du contexte normatif et législatif. On regrette de plus la faible ouverture aux collectivités qui sont pourtant également concernées par la problématique de la sécurité.

Les étudiants, en nombre stable, sont majoritairement issus de BTS et réussissent bien. Il aurait été pertinent de présenter et d'analyser plus précisément leur origine, en particulier la proportion issue des lycées partenaires, ainsi que le taux de pression. Les évaluations sur les enseignements à petit volume horaire, dispensés par les professionnels, ne sont pas réalisées, ce qui interroge sur la validation des acquis réels des étudiants.

L'équipe pédagogique, qui présente trop peu d'enseignants-chercheurs, est bien impliquée dans le suivi des projets et dans le pilotage de la formation. La dispense d'enseignements par les professionnels, représentant un volume important, parfois sous la forme d'interventions de très courte durée introduit, outre des apports de connaissance atomisés, des difficultés dans la mise en place des évaluations.

Points forts :

- Professionnalisation très affirmée.
- Formation qui s'appuie sur un socle de besoins de plus en plus importants pour les entreprises en fonction de la pression réglementaire et normative.
- Réelle implantation avec 10 ans d'existence.
- Insertion professionnelle efficace.
- Possibilité d'obtenir des qualifications qui renforcent le caractère opérationnel de la formation ; TOEIC, Prévention et Secours Civiques de niveau 1 (PSC1), habilitation électrique...
- Présence forte de professionnels dans l'enseignement.
- Taux de réussite important.

Points faibles :

- Partenariat professionnel restreint au secteur industriel de la maintenance.
- Effectif d'étudiants principalement constitués de titulaires de BTS et peu de DUT, sans analyse de l'attractivité.
- Implication de l'établissement dans l'équipe pédagogique faible, tant en nombre d'intervenants, en particulier les enseignants-chercheurs, qu'en volume horaire assuré.
- Suivi des diplômés et analyse des parcours insuffisants au regard des objectifs de la formation.
- Présentation de la formation peu claire et non en adéquation avec les missions des diplômés, ni avec les objectifs affichés et l'évolution du contexte normatif, économique et réglementaire.

Recommandations :

La formation qui a maintenant 10 ans d'existence peut capitaliser sur ses acquis pour se développer sur une thématique qui trouve écho auprès des entreprises, compte tenu de l'évolution réglementaire et normative sur ces sujets. Cela non seulement dans l'accueil d'étudiants, en particulier de l'université, renforçant ainsi la diversité des étudiants, mais aussi pour assurer la formation de leurs collaborateurs. Cette attractivité pourrait se trouver renforcée par une évaluation approfondie du parcours des étudiants. Le contenu de la formation devrait ainsi tenir compte des évolutions techniques, normatives et réglementaires en matière de sécurité.

La formation pourrait aussi être promue auprès des collectivités qui sont soumises aux mêmes règles en matière de sécurité : par exemple les questions de responsabilité de l'entreprise, les équipements de protection individuels, les contrôles réglementaires, le poste de préventeur en entreprise et ses conditions d'exercice.

Des actions de type séminaires de rencontre entre entreprises, intervenants et étudiants pourraient être envisagées pour développer la communication autour de cette formation.

Les évaluations portant sur les interventions de petit volume ne sont visiblement pas réalisées. Ce point devrait être reconsidéré car cela représente environ 25 % du volume d'interventions externes qui sont non évaluées. Le renforcement de l'équipe d'enseignants universitaires pourrait contribuer à un meilleur équilibre entre enseignement académique et externe et limiter ce problème.

Le développement des modalités d'enquêtes de suivi du parcours des diplômés en poursuivant l'objectif de travailler avec d'autres licences, comme annoncé, pour élaborer un protocole commun sera de nature à alimenter l'analyse de la pertinence de la formation et de permettre l'évolution des contenus. Il conviendra de s'assurer que la sécurité reste un axe de valeur ajoutée pour les débouchés professionnels.

<p>Adéquation du cursus aux objectifs</p>	<p>Le thème correspond à une véritable attente des entreprises soumises à de nombreuses obligations dans ce domaine. La LP ouvre sur de nombreux secteurs d'activités ; métallurgie, plasturgie, industrie chimique, transformation de matériaux, agro-alimentaire. Le niveau de responsabilité, difficile à apprécier, ne semble pas complètement en adéquation avec les objectifs de la formation qui visent à former des chefs de projets.</p> <p>Les enseignements sont regroupés en quatre domaines : management, maintenance industrielle et gestion, prévention des risques industriels et professionnels, gestion de l'énergie et de l'environnement.</p> <p>Toutefois, le contenu semble trop large et aborde trop de questions pour être complètement efficace.</p> <p>Trente-deux heures de communication représentent un volume important dont l'intérêt n'est pas démontré. On parle de la norme ISO 14001 mais pas de la norme OHSAS 18001 (ou de la future norme 45001) qui est véritablement dans le sujet.</p> <p>On aborde la maîtrise de l'énergie sans parler de l'audit énergétique ou de la norme ISO 50001.</p> <p>On aborde la question de la création d'entreprise, ce qui ne semble pas judicieux à ce niveau.</p> <p>Il serait sans doute préférable d'approfondir les questions de responsabilité de l'entreprise, les contrôles réglementaires, les équipements de protection....</p> <p>La question du poste de préventeur en entreprise ne semble pas abordée, ainsi que celle du rôle d'un Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail (CHSCT) et de celui du responsable sécurité dans ce cadre.</p> <p>L'insertion professionnelle à l'issue de la formation se fait dans des PME majoritairement à 80 %, dans des secteurs très variés agroalimentaire (5 insertions sur 15, 33 %), plasturgie (1, soit 6 %), confection (1, soit 6 %), automatisme (1, soit 6 %), automobile (1, soit 6 %), pêche (1, soit 6 %), confection (1, soit 6 %) ...</p> <p>Les fonctions occupées par les diplômés sont pour 80 %, annoncées comme technicien (technicien en maintenance (33 %), logistique (6 %), méthodes (13 %)) tandis que 13 % accèdent à des postes de responsable maintenance.</p> <p>Il faut remarquer que la LP a pour vocation également la gestion du risque industriel et que l'on ne retrouve pas mention de ce type d'emploi.</p>
<p>Environnement de la formation</p>	<p>La LP est portée par l'IUT de Saint-Malo.</p> <p>Elle se positionne au sein d'une offre très riche de parcours professionnalisants proposés par l'Université de Rennes 1, dans la ComUE Université Bretagne Loire - UBL (DUT, licences professionnelles).</p> <p>Il existe un partenariat avec trois lycées et écoles (lycée Guéhenno de Fougères et lycée Maupertuis et l'Ecole Nationale Supérieure Maritime à Saint-Malo) pour la dispense de cours et l'accueil d'enseignements.</p> <p>L'environnement universitaire et l'enseignement technique proche renforce sa position, notamment comme complémentaire de la LP <i>Animateur qualité sécurité environnement</i> (QSE) de l'Université de Rennes 1. Un animateur de la LP QSE intervient dans la LP MGRI.</p> <p>Un rapprochement avec une autre LP est annoncé dans le dossier mais sans précision.</p> <p>Un partenariat très structurant existe avec un bon nombre d'entreprises locales, régionales et nationales : Roullier, SNCF, EDF, Sabena technics, BCM cosmetics... ainsi qu'avec des associations professionnelles comme l'Association Française des Ingénieurs et responsables de maintenance (AFIM) et le club des responsables de maintenance d'Ille-et-Vilaine (ARBRE 35)...</p> <p>Cela favorise l'accès à des stages et intégrations en entreprise.</p> <p>Par contre, l'encadrement administratif est présenté comme trop limité.</p>

<p>Equipe pédagogique</p>	<p>La formation est construite pour développer des compétences selon quatre axes :</p> <ul style="list-style-type: none"> ○ Entreprise et management : 145 h, (37 % du volume des enseignements présentiels) ; ○ Maintenance de systèmes industriels et gestion : 120 h (30 %) ; ○ Gestion des risques industriels et professionnels : 86 h, (23 %) ; ○ Gestion de l'énergie et de l'environnement : 39 h, (10 %). <p>Les établissements partenaires interviennent à hauteur de 25 % des heures d'enseignement.</p> <p>Un volume important de cours et accompagnements tuteurés (environ 50 %) est effectué par des professionnels au nombre de 19.</p> <p>La grande variété des enseignants enrichit la formation mais entraîne aussi un morcellement des interventions. Certaines de 3, 5 ou 8 heures s'apparentent plus à des témoignages et retours d'expérience. Cette configuration peut rendre le pilotage plus difficile.</p> <p>En conséquence la part d'enseignants de l'établissement est réduite (25 %), particulièrement pour les enseignants-chercheurs (2 sur 19 assurant 2 % des heures).</p> <p>Le pilotage de la formation est assuré par deux responsables, dont l'un est maître de conférences et ne participe pas aux enseignements. Une commission pédagogique composée des enseignants et enseignants chercheurs de l'IUT de Saint-Malo se réunit au moins trois fois par an. Des échanges réguliers entre les différents intervenants se font de façon informelle. Des réunions entre les responsables de la formation et les étudiants ont lieu régulièrement.</p>
<p>Effectifs et résultats</p>	<p>L'effectif semble se stabiliser autour de 20 avec présence d'élèves en formation continue et en contrat de professionnalisation (plus de la moitié les deux dernières années), ce qui augmente les facteurs d'insertion. La majorité des étudiants est issue de BTS (60 %), environ 30 % proviennent d'IUT et 10 % environ d'autres formations Le nombre de candidats est indiqué comme stable, sans plus de précision, ce qui rend l'analyse de son attractivité difficile. Il n'est pas précisé si les étudiants issus de BTS proviennent des établissements partenaires. Les données détaillées sont manquantes.</p> <p>Le taux de réussite est important (environ 88 %). La légère tendance à la baisse des trois dernières années n'est pas analysée.</p> <p>Seuls deux inscrits ont bénéficié d'une VAE ou VAP au cours de ces cinq dernières années.</p> <p>L'enquête fournie par l'observatoire OSIFE (2013-2014) montre qu'environ 50 % des étudiants répondent à l'enquête et sont quasiment tous en emploi. On ne connaît pas le devenir des autres 50 %.</p> <p>Les poursuites d'études sont stables mais modérées ; autour de 15 %.</p> <p>Une analyse des emplois occupés en 2013 et 2014 illustre le devenir des étudiants, majoritairement sur des postes de technicien de maintenance, responsable maintenance et technicien. Toutefois, aucun n'apparaît précisément sur une appellation de coordonnateur ou responsable sécurité. La recherche d'emploi n'excède pas six mois pour ceux qui ont répondu à l'enquête.</p>

<p>Place de la recherche</p>	<p>La recherche n'est pas un axe développé même si le contexte de l'Université offre d'éventuelles possibilités.</p> <p>Une ouverture sur la recherche est proposée aux étudiants avec une participation à un colloque annuel proposé par un centre d'innovations technologiques.</p> <p>Il est fait mention, sans plus de précisions de stages en laboratoires de recherche.</p> <p>Cela est peut être lié au faible nombre d'enseignants-chercheurs, au nombre de deux, mais aussi au fait que les sujets et l'objectif ne tendent pas vers cette orientation.</p>
------------------------------	--

<p>Place de la professionnalisation</p>	<p>La formation a développé un réseau important de professionnels reconnus, d'organismes et de partenariats avec organisations professionnelles.</p> <p>A noter la possibilité de suivre une formation de Sauveteur Secouriste du Travail (SST) dispensée par un formateur agréé et débouchant sur la certification PSC1. ainsi qu'une préparation théorique et pratique à l'habilitation électrique de niveau BOv, B1v et BR, qui peut permettre d'être habilité par la suite par l'employeur (seul à pouvoir habilitier son personnel (ART 48-1 code du travail)).</p> <p>Les liens précisés plus haut avec le milieu professionnel ainsi que la mixité avec des salariés en formation charpentent bien la formation sur cet axe. Toutefois, le grand nombre d'intervenants extérieur devra être reconsidéré pour assurer une plus grande densité des apports.</p> <p>La fiche RNCP est clairement rédigée et présente de façon détaillée les compétences attendues en fin de formation et les objectifs professionnels visés.</p>
<p>Place des projets et stages</p>	<p>Au total, 33 % des crédits sont affectés au stage et projet. Le stage dure au minimum 14 semaines et représente 12 ECTS (20 %).</p> <p>Les projets tuteurés sont bien décrits et bien structurés, estimés à 140 heures et représentent 8 ECTS. Ils sont proposés par l'équipe pédagogique de l'établissement et des établissements partenaires ainsi que par les entreprises. L'implication de l'équipe pédagogique sur ces activités est particulièrement importante et structurée. Cet item fait l'objet d'une description très détaillée dans une annexe au dossier.</p> <p>Les étudiants sont suivis de façon régulière par l'équipe pédagogique dans les activités de projets et de stages, (visite en entreprise, échéancier précis de revues de projets notamment). L'évaluation est très sérieuse et intègre en particulier la mise en pratique de l'enseignement de gestion de projet.</p> <p>Des équipements techniques sont mis à disposition des étudiants ; génie mécanique, électrique, thermique, maintenance, numérique...</p>
<p>Place de l'international</p>	<p>Les étudiants présentent le TOEIC, ce qui permet de valider un niveau d'anglais mais le volume de cours semble faible (24 heures).</p> <p>La spécificité des réglementations françaises en matière de sécurité ne se prête pas spécialement à un stage à l'étranger.</p> <p>La déclinaison de la formation avec l'Université de Mendoza (Argentine), à venir, semble davantage due à une opportunité liée à un enseignant, que stratégique.</p>
<p>Recrutement, passerelles et dispositifs d'aide à la réussite</p>	<p>Les étudiants viennent majoritairement de BTS pour plus de 61 % d'entre eux, ce qui présente un gage supplémentaire d'intégration dans une LP avec une visée d'emploi. L'environnement de la formation constitue un socle potentiel d'apport d'étudiants intéressant, mais qui se concrétise peu (6 % seulement issus de DUT et aucun étudiant issu de deuxième année de licence - L2). Aucune information n'est donnée sur les modalités (dossier, entretien) de sélection, ni sur le nombre de candidats, posant la question de la visibilité et de l'attractivité de la formation.</p> <p>Un recrutement d'origines variées permet d'enrichir les partages d'expériences dans le groupe. Il est facilité par des entretiens individuels de début d'année pour élaborer un Projet Professionnel et Personnel (PPP). Le choix du projet tuteuré est orienté pour une mise à niveau personnalisée si nécessaire.</p> <p>Les possibilités de réorientation ou redoublement ne sont pas explicites. Le taux d'échec qui semble en progression n'est pas expliqué dans le dossier.</p>
<p>Modalités d'enseignement et place du numérique</p>	<p>La formation est proposée en présentiel, en formation initiale ou continue avec ou sans contrat de professionnalisation. Un seul parcours en présentiel est proposé pour ces différents publics.</p> <p>Le numérique n'est visiblement pas développé dans la formation.</p> <p>Il est dommage de ne pas proposer d'autres solutions visant à intégrer le numérique dans la formation, ceci au-delà de la vidéo-conférence. Il faut souligner la pertinence de l'accès aux normes sur site AFNOR ainsi qu'à la réglementation sur sites professionnels.</p>

	<p>La VAE mise en œuvre avec le groupe Roullier peut être une piste, mais qui n'est pas précisée.</p> <p>Il ne semble pas y avoir de modalités particulières pour les sportifs de haut niveau ou les étudiants en situation de handicap.</p>
<p>Evaluation des étudiants</p>	<p>Les évaluations, (épreuves écrites en contrôle continu), sont conformes à celles adoptées par l'Université. En plus de celles-ci, il est important de noter la délivrance de certification TOEIC, Sauveteur Secouriste du Travail (SST), habilitation électrique. Celles-ci constituent des acquis significatifs pour les postes envisagés.</p> <p>Les interventions de professionnels ne font pas toujours l'objet d'évaluation. En effet, les interventions à petit volume (inférieur ou égal à 8 heures) par les professionnels représentent 68 heures ne sont visiblement pas évaluées. Cela constitue toutefois environ 25 % du volume d'heure assuré par les professionnels et interroge sur la mesure des acquis des étudiants.</p> <p>Les projets tuteurés sont évalués en cours de parcours et en fin de période.</p>
<p>Suivi de l'acquisition des compétences</p>	<p>Les évaluations mises en place ne présentent pas de particularités et ne sont pas spécifiquement décrites ni analysées dans le dossier. Il est mentionné que les acquisitions de compétences se font par retour d'information des tuteurs mais rien n'est précisé.</p> <p>Il est noté que les responsables de la formation réfléchissent à la mise en place de dispositifs d'autoévaluation des compétences et des connaissances par les étudiants, notamment avec un cahier de liaison durant les périodes de stages.</p> <p>L'annexe Descriptive du Diplôme (ADD) développe de façon détaillée les objectifs et compétences visés par la formation, ainsi que le programme de la formation, mais le dossier ne précise pas comment s'effectue le suivi de cette acquisition.</p>
<p>Suivi des diplômés</p>	<p>Le suivi des diplômés est effectué par l'Observatoire du Suivi de l'insertion Professionnelle (OSIPE) 30 mois après l'obtention du diplôme. Les enquêtes internes se font par questionnaire en fin de stage, puis suivi par réseaux sociaux, appels téléphoniques. Le protocole de suivi interne ne semble pas très formalisé et les informations récoltées semblent partielles.</p> <p>Les taux de réponse sont corrects pour l'enquête nationale (64 % en moyenne) mais devraient pouvoir être améliorées dans le cadre des enquêtes internes (53 % en moyenne), compte tenu de la proximité de l'équipe pédagogique et des étudiants.</p> <p>Il y a peu d'informations sur les niveaux de postes occupés, rémunération, évolution dans le temps, ni sur le type de d'études poursuivies.</p> <p>L'adéquation des missions des diplômés embauchés avec les objectifs de formation notamment en termes de niveau de responsabilités visé demanderait à être analysée et à être intégrée si besoin dans des réflexions d'évolution de la formation.</p> <p>La suggestion de l'équipe d'un renforcement du protocole de suivi avec d'autres LP est intéressante. L'appui auprès des entreprises partenaires peut aussi être à renforcer.</p>
<p>Conseil de perfectionnement et procédures d'autoévaluation</p>	<p>Le Conseil de perfectionnement, composé de l'ensemble de l'équipe pédagogique, de professionnels, et d'un représentant étudiant, se réunit une fois par an au moment du jury de diplôme.</p> <p>Il apporte des propositions d'amélioration des contenus et du fonctionnement, à partir de l'évaluation de l'année.</p> <p>Le processus d'autoévaluation n'est pas formalisé. Il se limite à des échanges informels de l'équipe et des conseils de perfectionnement.</p> <p>L'annexe faisant référence au questionnaire d'évaluation des cours n'est pas jointe au dossier, et on ne dispose pas de synthèse.</p>

Observations de l'établissement

Champ de formation	Science de la matière, ingénierie et technologie
Intitulé du diplôme	Licence professionnelle Gestion de la production industrielle : Chargé de mission maintenance et gestion du risque industriel

Observations sur le rapport d'évaluation de l'HCERES

En réponse aux remarques formulées par le comité d'experts, l'équipe de formation souhaite apporter les précisions suivantes :

- Partenariats professionnels** : Afin de maintenir l'adéquation avec les besoins de l'industrie qui évoluent, nous allons organiser dès la rentrée prochaine une consultation des professionnels incluant nos partenaires et organisations professionnelles (UPIB, UIMM, AFIM, ARBRE35...) pour affiner le socle des besoins prioritaires. Nous allons également solliciter les collectivités (mairies, région, département, hôpitaux..)
- Séminaires de rencontre avec des entreprises** : nous organisons chaque année une journée de simulation de recrutement qui est une occasion d'échanges entre les entreprises, les intervenants et les étudiants. En outre, la formation disposera d'un stand au salon Préventouest de Rennes en octobre 2016, lui permettant une meilleure visibilité auprès des professionnels de la prévention. Cette présence permettra également aux étudiants de rencontrer les professionnels sur le salon.
- Evaluation des acquis des étudiants lors des interventions des professionnels** : les interventions courtes (moins de 6h) ne donnent pas lieu à des contrôles. Par ailleurs, celles qui concernent des connaissances liées à l'expérience personnelle des intervenants sont difficilement évaluables. Par contre, toutes les autres interventions de professionnels (analyse d'accident, entrepreneuriat, gestion de la vapeur, gestion des risques : amiante, éclairage, ventilation, chimique, machines, ...) donnent lieu à des contrôles de connaissance (en fin d'intervention, ou différés regroupés avec d'autres contrôles). Nous tenons à préciser par ailleurs que les interventions extérieures concernent la maintenance, mais aussi les thématiques de la sécurité, du droit, de la gestion des énergies, de la communication.
- Des **moyens numériques d'enseignements** dans le domaine de la sécurité sont en phase de déploiement (compléments numériques en DVD et en ligne pour les risques incendie, amiante, TMS et risques chimiques). Par ailleurs, l'abonnement aux services de l'AFNOR, en place à l'IUT de St Malo durant 2 années, mais abandonné en raison de problèmes techniques liés à l'informatique, va être réactivé et promu auprès des étudiants de la licence ainsi qu'auprès des autres formations de l'établissement.
- Concernant le **suiti de l'insertion professionnelle** des diplômés de la licence, un rapprochement avec l'association des anciens étudiants de DUT GIM de l'IUT de St Malo va être développé ce qui permettra de maintenir un contact avec les diplômés.

David ALIS

Président et par délégation
Président de l'Université de Rennes 1 / Vice-Président